Communiqué

Succès de la journée unitaire de grèves et de manifestations du 18 octobre

vendredi 19 octobre 2007, par Union syndicale Solidaires (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2007).

La journée unitaire de grèves et de manifestations contre les projets du gouvernement a été un succès. La mobilisation est exceptionnelle, voire historique dans les secteurs directement concernés par la réforme des régimes spéciaux : 75% de grévistes à la SNCF : même en 95, ce taux n'avait pas était atteint, 70 % à EDF et à la RATP. D'autres secteurs se sont mobilisé de façon significative comme les Finances ou l'ANPE... De nombreuses délégations des différents secteurs publics et d'entreprises privées ont participé aux manifestations dans toute la France : plusieurs centaines de milliers de personnes sont ainsi descendues dans la rue.

Retraites, assurance-maladie, pouvoir d'achat, statut des fonctionnaires, gestion des services publics, contrat de travail et conditions de licenciement autant de projets du gouvernement qui sont des régressions sociales programmées et correspondent aux desiderata du Medef. En s'attaquant frontalement aux régimes spéciaux de retraites, le gouvernement veut marquer un point décisif pour imposer ensuite d'autres reculs sociaux.

Sur le plan des retraites, c'est la volonté affichée d'augmenter encore la durée de cotisations pour tous les salariés, du privé comme du public, qui aboutira, de fait, à baisser encore le niveau des pensions. Le « travailler plus pour gagner plus » a fait déjà long feu et le pouvoir d'achat des salariés reste en berne. Pour l'assurance-maladie, c'est, après l'instauration des franchises médicales, le projet de développer les assurances privées aux dépens de la solidarité de la sécurité sociale. La « refondation » de la Fonction publique signifie la suppression massive de fonctionnaires au détriment de la qualité du service public et l'aggravation de la précarité et de la flexibilité du travail. La refonte du contrat de travail et des conditions de licenciements vise à renforcer encore les pouvoirs des employeurs sur leurs salariés.

Le gouvernement veut s'attaquer aux droits de tous les salariés. C'est tous ensemble qu'il faut réagir pour bloquer une offensive visant, selon l'ancien dirigeant du patronat Denis Kessler, à « défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance », c'est-à-dire à détruire ce qui reste d'égalité et de solidarité dans la société française. La journée du 18 octobre montre que les salariés ne sont pas disposés à accepter cette perspective. C'est une première étape face à l'offensive antisociale du gouvernement.

Le gouvernement a d'ores et déjà expliqué qu'il ne tiendrait pas compte de cette mobilisation et ne modifierait rien sur le fond de ses projets. Il s'agit donc aujourd'hui d'aller plus loin pour le faire céder. L'Union syndicale Solidaires appelle les salariés à se réunir pour discuter et décider des suites de cette journée. Dans les secteurs les plus mobilisés, de nombreuses assemblées de grévistes ont décidé de reconduire la grève, l'Union syndicale Solidaires soutient ces décisions et appelle à élargir la mobilisation.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est aujourd'hui de la responsabilité du mouvement syndical de proposer très rapidement, dans l'unité, une perspective qui permette d'élargir le mouvement pour

gagner. C’est aujourd’hui une autre répartition de la richesse produite qu’il faut imposer pour répondre aux besoins de justice et de solidarité dans notre pays.